**ARRETE METTANT FIN A L’OCCUPATION DU LOGEMENT DE FONCTION**

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

Le Maire (*ou le Président*) de ...

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 721-1 à L. 721-3 ;

Vu les articles R. 2124-64 à D. 2124-75-1 du code général de la propriété publique ;

Vu le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 relatif à l’organisation des comités médicaux, aux conditions d’aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

Vu la délibération en date du … fixant la liste des emplois et les conditions d’occupation des logements de fonction ;

Vu la délibération en date du …, fixant les modalités de mise en œuvre d’un régime d’astreintes, d’intervention et de permanences ;

*Vu l’arrêté portant convention d’occupation précaire d’un logement de fonction avec astreinte attribué à Monsieur (ou Madame) … en date du …,*

*Ou*

*Vu l’arrêté d’attribution d’un logement de fonction à Monsieur (ou Madame) … pour nécessité absolue de service en date du …*

***Le cas échéant :***

*Vu l’arrêté de mise en congé de longue maladie (ou de longue durée) de Monsieur (ou Madame) … en date du …*

*Ou*

*Vu l’arrêté de fin de détachement de Monsieur (ou Madame) … occupant l’emploi fonctionnel de ……………,*

*Ou*

*Considérant que Monsieur (ou Madame) … n’occupe plus l’emploi de ………………….. qui lui permettait d’occuper ce logement de fonction,*

*Ou*

*Considérant que la composition de la famille de Monsieur (ou Madame) … nécessite un changement de logement de fonction,*

*Ou*

*Considérant que le placement en congé de longue maladie (ou de longue durée) de Monsieur (ou Madame) … en date du …………… est incompatible avec la bonne marche du service,*

*Ou*

*Considérant que l’immeuble occupé doit être vendu (ou change d’affectation),*

*Ou*

*Considérant que l’intéressé(e) ne jouit pas des locaux en bon père de famille,*

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A compter du …, *Monsieur (ou Madame) …*, devra quitter le logement situé au … *(préciser l’adresse).*

**Article 2 :**

A compter de la notification de cet arrêté, *Monsieur (ou Madame) …* dispose de … mois pour quitter ce logement.

**Article 3 :**

A l’expiration du titre d’occupation et quel qu’en soit le motif, l’agent doit libérer les lieux sans délai sous peine d’expulsion.

Si l’agent continue d’occuper les locaux sans titre, il devra verser une redevance égale à la valeur locative réelle des locaux occupés majorée de 50 % pour les 6 premiers mois et de 100 % au-delà.

***(Le cas échéant***

***Article 4 :***

*Le dépôt de garantie sera remboursé intégralement si aucun manquement aux paiements des charges liées au logement ni aucune dégradation ne sont constatés.)*

**Article 5 :**

 Le Directeur Général des Services *(ou la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 6 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

**Article 7**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(ou le Président)*,